

*Projet de dérivation Garrison*

● (1710)

Il y a 700 pêcheurs commerciaux dans ma circonscription, monsieur le Président. Ils ont une famille et ils font marcher d'autres entreprises, notamment des entreprises de camionnage et des conserveries. J'estime que ces gens tiennent une place importante dans ma circonscription et je suis fermement convaincu qu'il est de mon devoir de défendre leurs intérêts à Ottawa. J'ai toujours essayé de faire comprendre aux députés de la Chambre et aux membres du Congrès des États-Unis les problèmes que pose le projet de dérivation Garrison.

Comme je l'ai dit, ce projet aurait pour effet d'amener de nouvelles espèces de poisson dans les eaux du Manitoba. Par exemple, les activités de pêche sur le lac Winnipeg pourraient être anéanties si on laissait ces gros poissons, qui sont souvent prédateurs, s'alimenter dans ces eaux au détriment des poissons qui s'y trouvent à l'heure actuelle.

Je l'ai déjà dit mais je le répéterai encore, cette question suscite chez moi beaucoup d'émotion, et pas seulement parce que j'en ai fait une de mes priorités depuis que je suis député à la Chambre des communes. Il en est ainsi également parce que j'ai souvent été furieux en voyant certaines choses se produire au cours des batailles que nous avons menées au fil des ans. Les députés de la Chambre et les représentants du gouvernement ne sont pas les seuls à avoir participé à la bataille, monsieur le Président. Un grand nombre de particuliers de la province du Manitoba ont fait de même et, contrairement aux personnalités politiques et aux fonctionnaires du gouvernement, ces gens ne sont pas rémunérés pour ce qu'ils font afin d'éviter les conséquences désastreuses du projet Garrison. Je pense à des gens comme Jerry McKinney. A plusieurs reprises, ce Manitobain s'est rendu à Washington à la tête d'une délégation pour parler à des membres de la Chambre des représentants et à des sénateurs. Il y était encore au mois d'avril. Cet homme prend sur son temps et dépense son argent pour tenter de faire entendre raison à la bureaucratie et au pouvoir législatif des États-Unis. De même, Ted Arnason, le maire de la ville de Gimli d'où je viens, ne ménage pas ses efforts depuis longtemps pour lutter contre le projet Garrison. Il passe énormément de temps à renseigner les jeunes de toute la province sur les terribles conséquences que pourrait avoir ce projet. Récemment, à l'émission *The Fifth Estate* du réseau anglais de Radio-Canada, M. Arnason a souligné que cette question n'intéresse pas seulement les habitants actuels de cette petite ville, mais aussi les générations à venir. Tous ces gens tirent des revenus du lac Winnipeg d'une façon ou d'une autre.

Je mentirais si je ne reconnaissais pas avoir parfois été frustré par certains échecs que nous avons subis dans notre opposition au projet Garrison. Néanmoins, j'ai toujours été extrêmement encouragé par la persévérance des gens qui participent à la lutte. Si je ne croyais pas possible d'obtenir des résultats, j'aurais déjà renoncé. Je suis convaincu que les efforts combinés du gouvernement du Manitoba et du gouvernement fédéral, de même que les pressions exercées par les associations de citoyens, ont eu certains effets.

Ce qui a joué en notre faveur ces dernières années, c'est que le coût du projet de dérivation est monté en flèche, puisqu'il dépasse largement un milliard de dollars à l'heure actuelle. Un nombre croissant d'hommes politiques et d'organes d'information, aux États-Unis, commencent à penser que c'est peut-être

un gaspillage d'argent. Dans le numéro actuel de la revue *Esquire*, on qualifiait ce projet d'entreprise inutile, à laquelle une poignée de sénateurs obstinés refusent de renoncer parce qu'ils espèrent gagner des voix en y donnant suite.

La question de la poursuite de ce projet a également fait l'objet de certaines interventions louches ces derniers mois. L'automne dernier, un journaliste américain célèbre, Jack Anderson, a rédigé un article dans lequel il signalait que le Département de l'Intérieur et le gouvernement de l'État du Dakota du Nord avaient fourré leur nez dans des études sur les marécages et les habitats de la faune qui seront touchés par le projet Garrison. Ils avaient, selon lui, trafiqué certains résultats qui devaient servir à déterminer les répercussions de ce projet dans ces secteurs.

Dernièrement, monsieur le Président, nous avons eu connaissance d'autres magouilles, cette fois-ci au Manitoba. Les partisans du projet de dérivation Garrison ont retenu les services d'une firme de relations publiques de Winnipeg, en vue de convaincre les Manitobains des avantages de ce projet. De temps à autre, depuis quelques semaines, des articles anonymes et non attribués aux défenseurs du projet paraissent dans des journaux du Manitoba. Ils visent à convaincre les Manitobains que ce projet ne constituera pas une menace pour leurs rivières.

J'ai des doutes, monsieur le Président, devant toute tentative en vue d'apaiser les esprits des Manitobains. Nous ne voulons pas qu'on nous tranquillise, nous n'en avons pas besoin. Nous voulons que les plans soient modifiés. Nous voulons que le Congrès américain réexamine le projet. Nous voulons que le Département de l'Intérieur propose une nouvelle formule qui n'aura rien à voir avec nos rivières ou nos lacs. Tant que le projet actuel sera le seul à être proposé, les Manitobains se sentiront menacés.

Dernièrement, nous avons eu de bonnes nouvelles de Washington. Ce sont sans doute les meilleures nouvelles que nous n'ayons obtenues à ce sujet depuis longtemps. Après un voyage récent à Washington de fonctionnaires du Manitoba et du gouvernement fédéral, nous avons appris que le Département de l'Intérieur et le Département d'État, ainsi que certains défenseurs du Canada au sein du Congrès américain, ont convenu de faire des propositions de financement d'autres plans à l'égard du projet de dérivation Garrison. C'est un gros progrès. J'ai fait une déclaration à ce sujet à la Chambre la semaine dernière, monsieur le Président. C'est un petit pas en avant, mais non moins important. C'est la première fois que le gouvernement américain reconnaît publiquement qu'il est prêt à allouer des crédits à l'étude d'autres propositions de dérivation. C'est la première fois qu'il reconnaît publiquement que les Canadiens ont tout lieu de s'inquiéter du projet actuel de dérivation Garrison. Nous avons reçu cette nouvelle avec optimisme et attendons impatiemment les études qui doivent être effectuées dans un proche avenir.

Cela dit, monsieur le Président, j'ai appris avec déception quelques jours après la parution de cette nouvelle, que les sénateurs Burdick et Andrews, du Dakota du Nord, se sont jusqu'ici opposés à affecter une partie des crédits de cette année à la réalisation de ces études en vue d'examiner d'autres solutions. Ils se sont également opposés à une motion tendant à